

**ARRETE MUNICIPAL N° A2025-406  
AUTORISANT UN OCCUPATION DU DOMAINE  
PUBLIC  
31 AVENUE DES ESSARTS  
LE LUNDI 19 MAI 2025**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER**

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5<sup>ème</sup> Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Vu la demande de l'entreprise B PLAST INDUSTRIE – ZAC Lazzaro – 2 rue de la Métallurgie – 14460 COLOMBELLES, en date du 28 avril 2025,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait stationnement d'une nacelle par l'entreprise B PLSAT INDUSTRIE,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'entreprise B PLAST INDUSTRIE est autorisée à occuper le domaine public, au moyen d'une nacelle, au niveau du 31 avenue des Essarts, le **lundi 19 mai 2025 de 08h00 à 13h00**.

**ARTICLE 2** : Le STATIONNEMENT sera interdit à tout véhicule (sauf ceux de l'entreprise B PLAST INDUSTRIE) sur la valeur de 5 (cinq) places de stationnement devant le n°31 avenue des Essarts, le **lundi 19 mai 2025**.

**ARTICLE 3** : Une déviation piétonne sera mise en place par le pétitionnaire.

**ARTICLE 4** : L'entreprise aura la charge de matérialiser les dispositions prises dans l'article 2 au moins 7 jours avant le début de l'occupation.

**ARTICLE 5** : En cas de nécessité, tout véhicule stationné pourra être enlevé, les frais d'enlèvement étant à la charge du propriétaire du véhicule.

ARTICLE 6 : La signalisation du chantier sera, selon la situation rencontrée, conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1,8<sup>ème</sup> partie, signalisation temporaire).

L'absence de la signalisation pour cause de vol, dégradation, dommage ou remplacement ne modifie pas les dispositions du présent arrêté. La signalisation sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 9 : Madame le Maire, Monsieur l'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police municipale ainsi que le pétitionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif, d'une publication et sera transmis à la Préfecture du Calvados.

Fait à COURSEULLES S/MER, le 30/04/2025

Signé le 06/05/25

Publié le 07/05/25

Pour le Maire et par délégation

Le Maire Adjoint



*Nicaise*  
Francis NICAISE